ADV.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
28 FEB 1965
Transmis à M
Overgemaakt aan de H
Coordination

L. 9499/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 14 janvier 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique", a donné le 8 février 1966 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e januari 1966 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van het personeel van de sectie Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid", heeft de 8e februari 1966 het volgend advies gegeven :

C.E.
Section
28 MARS 1966
No
CCC

Article 1er.

Comme les agents de la Sûreté de l'Etat sont des agents de l'Etat, il est inutile de dire qu'ils sont soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Il suffit de prévoir que certains articles du statut général ne leur sont pas applicables.

L'article 1er contient des dispositions traitant de divers objets. Il serait plus clair de répartir ces dispositions en plusieurs articles.

\+

\+ +

Selon le régime en projet comme sous le régime établi par l'arrêté du Régent du 12 mars 1949, les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat ne sont pas susceptibles d'être nommés par avancement de grade à un emploi d'autres services; les agents des autres services ne sont pas susceptibles non plus d'être nommés par avancement de grade à un emploi des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Cette barrière à l'avancement de grade a été considérée comme résultant implicitement de la fixation de conditions spéciales pour la nomination à un emploi de début des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

La barrière doit également empêcher les transferts, les affectations et les réaffectations d'agents appartenant à d'autres services.

.../...

Un texte est proposé ci-après pour traduire de manière non équivoque la volonté du Gouvernement.

\+

\+ +

Les sept grades prévus dans la hiérarchie n'ont pas fait l'objet d'une détermination de leurs niveaux alors que l'arrêté du Régent du 12 mars 1949 prévoyait la répartition des grades entre la première et la deuxième catégorie des agents de l'Etat.

Le classement en niveaux est indispensable pour l'application aux services extérieurs de la Sûreté de l'Etat des dispositions générales qui font appel à la notion de niveau.

Il est donc proposé de répartir les grades en deux niveaux. L'article 2, qui prévoit que les grades de commissaire et d'agent sont accessibles par voie de recrutement, indique par là même quels sont les grades de début de chacun des deux niveaux.

\+

\+ +

Il résulte de l'ensemble du projet que le grade inférieur est celui d'inspecteur, le terme "agent" ne désignant qu'un titre porté en l'absence de nomination définitive. Le texte a été modifié en conséquence.

.../...

Article 7.

Pour le recrutement des inspecteurs il entre dans les intentions du Gouvernement de réserver la moitié des emplois à des candidats ayant déjà la qualité d'agent de l'Etat, et l'autre moitié à des candidats étrangers à l'administration.

Pour le recrutement et la promotion au grade de commissaire, le concours accessible à la fois aux inspecteurs de la Sûreté de l'Etat et aux personnes étrangères à l'administration ne donnera lieu qu'à un seul classement.

Une nouvelle rédaction est proposée pour l'article 7. Celle-ci précise que le classement se fera conformément au chapitre III du titre II de l'arrêté royal du 20 juillet 1964. Enfin, les dispositions relatives au personnel d'Afrique ont été coordonnées par un arrêté royal du 21 mai 1964.

Article 12.

A l'alinéa 3, il convient de reprendre le texte de l'article 38, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté du 2 octobre 1937.

A l'alinéa 4, eu égard au fait que le stagiaire jugé inapte dispose d'un recours qui, en vertu de l'article 13, alinéa 5, aboutit à des propositions qui sont faites au Ministre et sur lesquelles celui-ci se prononce librement, il y a lieu d'écrire "Le stagiaire jugé inapte peut être licencié".

.../...

Article 14.

Cet article prévoit que les promotions ne peuvent être accordées qu'aux membres du personnel ayant eu le signalement "bon" au cours des trois années précédant la promotion. Cette disposition déroge à l'article 75, alinéa 2, qui prévoit la mention "bon" sans indiquer de durée.

En conséquence, il conviendrait d'exclure les agents de la Sûreté de l'Etat de l'application de l'article 75, alinéa 2, du statut.

Article 15.

Le concours de promotion au grade de commissaire n'est pas distinct du concours de recrutement à ce même grade. Le texte doit être modifié en conséquence.

Tous les lauréats seront classés uniquement suivant le nombre de points obtenus (article 7, alinéa 2, du projet).

Article 16.

Cet article organise une carrière plane au sens de l'article 74 du statut. Il conviendrait de ne pas écarter l'application de cet article.

L'inspecteur ou le commissaire remplissant les deux conditions prévues est nommé "principal". Il

.../...

conviendra dès lors que le cadre indique un nombre d'emplois, valable pour chaque groupe de deux grades.

Les promotions au grade de commissaire principal de première classe et au grade d'inspecteur principal de première classe ne pourront se faire que dans la limite des emplois vacants. Cette idée n'a pas été reprise dans le projet et l'application de l'article 72, § 1er, du statut a été exclue par l'article 1er du projet. Il conviendrait de rétablir son application.

Article 17.

La nécessité d'un tel article est justifiée par la non-application de l'article 13 du statut aux agents des services extérieurs (voir article 1er du projet). Toutefois, dans sa rédaction actuelle, il fait d'une part double emploi partiel avec certains des articles de la partie II (Devoirs) du statut qui sont applicables aux agents précités et, d'autre part, offre une certaine divergence avec ceux-là.

C'est ainsi que l'article 8, alinéa 2, du statut dispose que les agents de l'Etat doivent, dans le service comme dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Un texte nouveau inspiré de l'article 13 du statut est proposé pour cet article.

.../...

Article 19.

Selon les renseignements donnés par le délégué du Gouvernement, les mots "prononcée par" devraient être remplacés par les mots "proposée à ".

Dans ces conditions l'article 19, alinéa 1er, reproduit textuellement l'article 79 du statut et il y a dès lors lieu d'omettre cette disposition et de supprimer la mention de l'article 79 du statut à l'article 1er du projet.

Article 31.

Suivant les explications du délégué du Gouvernement, l'article 31 ne doit pas avoir effet dans le domaine du régime pécuniaire, mais doit uniquement s'appliquer à la durée maximum des congés de maladie et de la mise en disponibilité.

A cet égard, l'article 31 succède à l'article 16, c, de l'arrêté du Régent du 12 mars 1949.

En considération des différences existant entre le calcul de l'ancienneté de service organisé transitoirement par l'article 31 du projet et l'établissement des services admissibles pour le calcul du traitement (articles 3, 14, 14ter et 14quater de l'arrêté royal du 14 février 1956 modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1957), il conviendrait de préciser que la mesure transitoire ne vaut que pour l'application des dispositions réglant les congés de maladie et la mise en disponibilité (voir également à titre de comparaison, l'article 65, § 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937).

.../...

Article 32.

Pour assurer l'application de l'article 32 du projet, il conviendrait que le cadre de l'administration centrale contienne la répartition des emplois entre les deux sections de la Sûreté publique.

Article 34.

Cet article pose le problème de la rétroactivité.

Il y a lieu d'examiner, tout d'abord, dans quelle mesure cette rétroactivité est nécessaire.

L'article 9 de l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat a eu pour effet d'abroger les dispositions propres aux agents (des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat) qui concernent le recrutement, le stage et l'avancement. Le Conseil d'Etat en a fait l'observation de manière expresse dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 mars 1964 (avis L. 8593/1, pp. 16, 17; Moniteur belge du 10 novembre 1964, p. 11.784).

En revanche, dans les matières où l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'a pas introduit de règles nouvelles, ni l'article 9 ni l'ensemble des dispositions de cet arrêté n'ont eu d'effet abrogatoire. En effet, conformément

.../...

aux principes généraux, l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'abroge implicitement que les dispositions contraires aux règles établies par cet arrêté.

En conséquence, les dispositions antérieures relatives au régime disciplinaire et au signalement sont restées en vigueur. La nécessité d'une rétroactivité ne se conçoit pas en ce qui concerne ces deux dernières matières.

Pour ce qui est du recrutement et du stage, aucun nouvel agent n'a été recruté par la Sûreté de l'Etat depuis 1958. Il n'y a donc pas davantage nécessité d'une rétroactivité quelconque en ce qui concerne ces deux matières.

Quant aux promotions en carrière plane organisées par l'article 16, alinéas 1er et 2, du projet, il n'y a aucune objection à admettre la rétroactivité au 1er janvier 1964, comme le désire le Gouvernement.

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT DU PERSONNEL DE LA SECTION SURETE DE L'ETAT DE L'ADMINISTRATION DE LA SURETE PUBLIQUE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, notamment l'article 9;

Considérant que le caractère particulier des fonctions exercées par les membres du personnel de la Sûreté de l'Etat et les qualités spéciales qu'elles requièrent, ne permettent pas l'application intégrale à ce personnel du statut des agents de l'Etat;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale sur l'article 33;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

TITRE Ier. - DES AGENTS DES SERVICES EXTERIEURS.

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.-

Par dérogation au statut des agents de l'Etat, ne sont pas applicables aux membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat :

1° les articles 3 et 4, 13, 15, 16 et 16bis, 18 à 21, 24 à 26, 27bis, alinéas 2 et 3, 28 à 39, 53 à 62, 69 à 71, 72, §§ 2 et 3, 73, 75, alinéa 2, 76 à 78, 80, 82 à 95bis, 102, 7°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

2° les arrêtés qui assurent l'application de ces articles, notamment l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

Ces mêmes agents sont soumis aux dispositions particulières du présent arrêté.

Article 2.-

Les grades et leur hiérarchie sont déterminés ainsi qu'il suit :

Niveau 1.

1° commissaire en chef;
2° commissaire principal de première classe;
3° commissaire principal;
4° commissaire .

Niveau 2.

1° inspecteur principal de première classe ;
2° inspecteur principal;
3° inspecteur.

.../...

Avant d'être admis à titre définitif en qualité d'agent de l'Etat, l'inspecteur porte le titre d'agent de la Sûreté de l'Etat.

Article 3.-

Il est établi pour les affectations, promotions, transferts et réaffectations une barrière entre les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et les autres services des administrations de l'Etat.

CHAPITRE II. - DU RECRUTEMENT.

Article 4.-

Le grade d'inspecteur n'est accessible que par la voie du recrutement. Le grade de commissaire est accessible à la fois par la voie de la promotion et celle du recrutement. Les autres grades ne sont accessibles que par la voie de la promotion.

Article 5.-

Pour être admis à un concours de recrutement, en qualité d'étranger aux services extérieurs, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

.../...

5° n'avoir pas atteint, au moment où expire le délai d'inscription au concours, la limite d'âge fixée à 37 ans pour les candidats au grade de commissaire et à 32 ans pour les candidats au grade d'inspecteur;

6° être porteur d'un diplôme ou certificat régulièrement délivré et en rapport avec le niveau du grade à conférer, selon le tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937;

7° avoir été agréé comme candidat par le Ministre de la Justice après avis de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

Article 6.-

Les programmes et les modalités des épreuves sont fixés par le Ministre de la Justice, avec l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Article 7.-

Les épreuves d'admission sont organisées par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, sous le contrôle du secrétaire permanent au recrutement.

Article 8.-

Le jury comprend :

- le secrétaire général du Ministère de la Justice ou son délégué;
- l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique ou le fonctionnaire qui le remplace;

.../...

- un délégué du secrétaire permanent au recrutement;
- l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat ou son délégué.

En l'absence du secrétaire général, le jury est présidé par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique ou le fonctionnaire qui le remplace.

Le président du jury désigne un agent pour remplir les fonctions de secrétaire.

Article 9.-

Lorsque des candidats ayant la qualité d'agent de l'Etat et des candidats étrangers aux administrations de l'Etat participent ensemble à un concours de recrutement au grade d'inspecteur de la Sûreté de l'Etat, les lauréats des deux groupes sont classés entre eux selon les prescriptions du titre II, chapitre III, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, sous réserve des dispositions des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964.

En revanche, les lauréats d'un concours de recrutement et de promotion au grade de commissaire sont classés uniquement suivant le nombre de points obtenus au concours.

CHAPITRE III. - DU STAGE ET DE L'ADMISSION EN QUALITE D'AGENT DE L'ETAT.

Article 10.-

Les candidats classés en ordre utile sont admis au stage par l'autorité exerçant le pouvoir de nomination.

.../...

Les admissions au stage ont lieu suivant l'ordre déterminé par le classement au concours, sauf les cas de convenances personnelles des candidats.

L'arrêté d'admission mentionne la date de l'épreuve subie et la place obtenue par le candidat.

Article 11.-

Les principes généraux régissant le stage ainsi que les matières à enseigner au cours du stage sont déterminés par le Ministre de la Justice.

Article 12.-

Le stage est placé sous la direction de l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat.

Celui-ci arrête les programmes et les méthodes de formation et en surveille l'application.

Il est secondé dans cette tâche par le directeur de la première direction de la Sûreté de l'Etat et par le commissaire en chef.

Article 13.-

La durée du stage est d'un an.

L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut, sur l'avis motivé de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, prolonger le stage de quatre mois au maximum lorsque des circonstances exceptionnelles rendent cette prolongation nécessaire.

.../...

S'il est suffisamment établi que le stagiaire ne satisfait pas aux exigences du service, le licenciement peut être prononcé en cours de stage par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Article 14.-

A l'issue du stage, le stagiaire jugé apte par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, après avis de l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat, est nommé agent de l'Etat au grade pour lequel il s'est porté candidat.

Il est affecté à un emploi de son grade. L'administrateur-directeur général de la Sûreté publique fixe sa résidence administrative et décide ultérieurement de ses mutations dans l'intérêt du service.

Pour le calcul de son ancienneté de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Le stagiaire jugé inapte peut être licencié.

Article 15.-

La proposition de licenciement pendant ou en fin de stage est notifiée au stagiaire qui en fait l'objet. Celui-ci peut, dans les huit jours de la notification, introduire un recours au Ministre contre cette proposition.

Ce recours est adressé à l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, qui le transmet avec son rapport au conseil consultatitf prévu à l'article 28.

.../...

CHAPITRE IV. - DU SIGNALEMENT.

Article 16.-

Le signalement de chaque agent est établi annuellement, selon le modèle annexé au présent arrêté, par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

Article 17.-

L'administrateur-directeur général de la Sûreté publique communique à chaque agent individuellement, sous pli personnel et confidentiel, les cotations attribuées.

L'agent restitue ce document dans les huit jours après l'avoir visé et en y joignant, éventuellement, ses observations.

L'administrateur-directeur général examine si celles-ci peuvent être prises en considération pour une amélioration de la cote qu'il compte transmettre au Ministre de la Justice.

S'il estime ne pas devoir faire droit à la réclamation de l'intéressé, il en fait part à celui-ci. L'agent peut, dans les huit jours de cette notification, demander à l'administrateur-directeur général que son dossier soit soumis au conseil consultatif en vue d'obtenir de ce collège la fixation définitive de sa cote.

L'agent qui demande la réunion du conseil consultatif, désigne en même temps l'agent des services extérieurs qu'il désire y voir siéger.

.../...

Article 18.-

La cote définitive fixée par le conseil consultatif est communiquée immédiatement à l'intéressé par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

CHAPITRE V. - DE L'AVANCEMENT.

Article 19.-

Ne peuvent être promus par avancement de grade que les membres du personnel ayant bénéficié du signalement "bon" au cours des trois années précédant la promotion.

Article 20.-

La promotion au grade de commissaire est subordonnée à la réussite du concours prévu par les articles 6, 7 et 8.

Parmi les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, ne sont admissibles au concours que les inspecteurs principaux de première classe, les inspecteurs principaux, et les inspecteurs ayant obtenu le certificat du cours moyen de l'école de criminologie et de police scientifique.

Article 21.-

§ 1er. L'inspecteur porteur du certificat du cours moyen de l'école de criminologie et de police scientifique est nommé inspecteur principal après douze années d'ancienneté de grade.

.../...

Le commissaire porteur du diplôme du cours supérieur de l'école de criminologie et de police scientifique est nommé commissaire principal après huit années d'ancienneté de grade.

§ 2. Les autres promotions sont décidées sur rapport motivé de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique et de son adjoint à la Sûreté de l'Etat et dans les conditions suivantes :

- peut être promu au grade de commissaire principal de première classe le commissaire principal qui compte une ancienneté de grade de trois ans au moins,
- peut être promu au grade d'inspecteur principal de première classe l'inspecteur principal qui compte une ancienneté de grade de trois ans au moins.

§ 3. Le commissaire en chef est nommé parmi les commissaires principaux de première classe.

CHAPITRE VI. - DU REGIME DISCIPLINAIRE.

Article 22.-

Toute contravention aux articles 7 à 12 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est punie, suivant l'exigence des cas, de l'une des peines disciplinaires édictées par l'article 23 du présent arrêté sans préjudice de l'application des lois pénales.

.../...

Article 23.-

Les peines disciplinaires sont :

1° la reprimande;

2° le blâme ;

3° la retenue de traitement pendant huit jours au plus;

4° le déplacement disciplinaire;

5° la réduction de traitement; elle est appliquée mensuellement. Elle ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an et ne peut dépasser un cinquième de ce traitement, allocations et indemnités non comprises;

6° la suspension disciplinaire de six mois au plus;

7° la rétrogradation; elle place le membre du personnel dans un grade d'un ou de deux degrés inférieurs à celui dont il était titulaire;

8° la démission d'office;

9° la révocation.

Article 24.-

La réprimande, le blâme, la retenue de traitement et le déplacement disciplinaire sont infligés par le Ministre de la Justice.

La réduction de traitement et la suspension disciplinaire sont infligées par le Ministre de la Justice, après avis motivé du conseil consultatif.

.../....

La rétrogradation, la démission d'office et la révocation sont infligées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, après avis motivé du conseil consultatif.

Article 25.-

Toute peine fait l'objet d'une proposition motivée de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

Article 26.-

Sur proposition du conseil consultatif, l'autorité qui inflige une peine disciplinaire peut décider que la peine ne sera pas subie, si pendant une période qu'elle fixe et qui ne peut dépasser cinq ans, l'intéressé n'encourt pas une nouvelle peine disciplinaire, exception faite de la réprimande et du blâme.

Article 27.-

Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement.

.../...

CHAPITRE VII - DU CONSEIL CONSULTATIF.

Article 28.-

Il est institué au Ministère de la Justice un conseil consultatif des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Ce conseil, placé sous la présidence du secrétaire général du Ministère de la Justice, ou de son remplaçant, se compose en outre :

1° de l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat ou, en cas d'empêchement, du directeur de la première direction;

2° d'un membre des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, choisi par l'agent comparant et revêtu d'un grade égal au sien ou, sinon, du grade immédiatement inférieur au sien.

Il est adjoint au conseil un secrétaire désigné par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique;ce secrétaire assiste aux séances sans voix délibérative.

Article 29.-

Le conseil est saisi par le rapport de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

L'intéressé comparaît en personne devant le conseil. Il peut se faire assister soit d'un avocat, soit d'un autre défenseur qu'il choisit parmi le personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

.../...

Le dossier est mis, sans déplacement, pendant six jours au moins avant le jour de la séance, à la disposition de l'intéressé et de son défenseur.

Le commissaire en chef fait un exposé général de l'affaire en présence du comparant et de son défenseur.

Le commissaire en chef peut se faire remplacer dans cette mission par le commissaire principal de première classe dirigeant la brigade à laquelle appartient le comparant.

Article 30.-

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le président recueille les opinions individuellement; les membres du conseil opineront suivant l'ordre hiérarchique, en commençant par le grade le moins élevé.

Chaque membre doit motiver son vote.
Les diverses opinions avec leurs motivations figurent dans l'avis ou le procès-verbal.

Article 31.-

En matière disciplinaire, l'avis est transmis sans délai, au Ministre de la Justice.

En matière de signalement, le procès-verbal de la décision du conseil attribuant définitivement la cote est joint au rapport annuel que l'administrateur-directeur général présente au Ministre de la Justice et qui porte sur la valeur et les aptitudes des membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

.../...

En matière de stage, le conseil transmet le dossier de l'affaire avec ses propositions au Ministre de la Justice.

CHAPITRE VIII - DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 32.-

Par mesure transitoire, pour le calcul de l'ancienneté de service en matière de congé de maladie et de mise en disponibilité des membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat nommés agents de l'Etat avant le 1er décembre 1958, sont admissibles les services prestés à quelque titre que ce soit, sans interruption volontaire, dans les polices communales, à la police judiciaire près les parquets, au corps de la gendarmerie et à l'armée comme militaire de carrière.

Pour le calcul de l'ancienneté de grade, la règle établie à l'alinéa 1er est également applicable pour autant qu'il s'agisse du grade auquel l'agent a été recruté; toutefois seuls les services prestés à partir de l'âge de 25 ans sont admissibles.

TITRE II. - DISPOSITION COMMUNE AUX SERVICES CENTRAUX ET AUX SERVICES EXTERIEURS DE LA SURETE DE L'ETAT.

Article 33.-

Toute candidature à un emploi définitif ou temporaire des services de la Sûreté de l'Etat doit être agréée par le Ministre de la Justice après avis de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

.../...

TITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 34.-

Les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat sont toujours munis d'une médaille en métal argenté, de quarante millimètres de diamètre, portant sur la face les armes du Royaume et au revers les mots "Sûreté publique - Openbare Veiligheid" ainsi que leur nom, les initiales de leurs prénoms et leur qualité.

Article 35.-

Sont abrogés :

- l'arrêté du Régent du 12 mars 1949 portant le statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'administration de la Sûreté publique, modifié par l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 et par les arrêtés royaux des 22 avril 1952 et 14 février 1956;
- l'arrêté royal du 7 mars 1953 relatif au régime disciplinaire du personnel des services extérieurs de la section Sûreté de l'Etat de l'administration de la Sûreté publique, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1954 et 21 janvier 1958.

Article 36.-

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au Moniteur belge, à l'exception de l'article 21, § 1er, qui produit ses effets le 1er janvier 1964.

.../...

Article 37.-

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre-Secrétaire d'Etat,
Adjoint au Premier Ministre
pour la Fonction publique,

L'annexe devrait être suivie de la mention : "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ... " (mêmes signature et contreseings qu'à l'arrêté).

Artikel 1.

De ambtenaren van de Veiligheid van de Staat zijn Rijksambtenaren; het is dus onnodig te zeggen dat zij onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Het is voldoende te bepalen dat sommige artikelen van het algemeen statuut op hen niet van toepassing zijn.

Artikel 1 bevat bepalingen over uiteenlopende onderwerpen. Het ware beter ze over verscheidene artikelen te spreiden.

+

\+ +

Volgens de ontwerp-regeling - en dat was ook zo in de regeling van het besluit van de Regent van 12 maart 1949 - kunnen ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat niet door verhoging in graad benoemd worden in een betrekking van andere diensten; evenmin kunnen ambtenaren van de andere diensten door verhoging in graad benoemd worden in een betrekking van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Die afgrendeling is hieruit ontstaan dat men er de impliciete gevolgtrekking in zag van het feit, dat er voor benoeming in een aanvangsbetrekking bij de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat bijzondere eisen golden.

Ze moet ook dienen om de overplaatsing, de tewerkstelling en de wedertewerkstelling van ambtenaren uit andere diensten te verhinderen.

.../...

Hierna wordt een tekst voorgesteld die bedoelt, de wil van de Regering ondubbelzinnig tot uiting te brengen.

\+

\+ +

Voor de zeven graden van de hiërarchie is niet bepaald tot welk niveau zij behoren, terwijl het besluit van de Regent van 12 maart 1949 de graden verdeelde over de eerste en de tweede categorie van het Rijkspersoneel.

Indeling in niveaus is onmisbaar, willen de algemene bepalingen waarin met niveaus wordt gewerkt, toepassing kunnen vinden op de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Derhalve wordt voorgesteld de graden over twee niveaus te verdelen. Artikel 2 bepaalt, dat de graden van commissaris en van "agent" door middel van werving kunnen worden verleend en zegt dus meteen, welke de aanvangsgraad is in elk van beide niveaus.

\+

\+ +

Uit het geheel van het ontwerp blijkt, dat de laagste graad die van inspecteur is, terwijl "agent" alleen een titel voor niet-vastbenoemden is. De tekst wordt dienovereenkomstig gewijzigd.

.../...

Artikel 7.

Het ligt in de bedoeling van de Regering, bij de werving van inspecteurs de helft van de betrekkingen voor gegadigden die Rijksambtenaar zijn, de andere helft voor buitenstaanders te reserveren.

Voor de werving en de bevordering tot commissaris zal bij het vergelijkend examen waaraan inspecteurs van de Veiligheid van de Staat en tevens buitenstaanders mogen deelnemen, slechts één rangschikking worden opgemaakt.

Voor artikel 7 wordt een nieuwe lezing voorgesteld, volgens welke de rangschikking zal geschieden overeenkomstig hoofdstuk III van titel II van het koninklijk besluit van 20 juli 1964. De bepalingen betreffende het personeel in Afrika ten slotte zijn gecoördineerd door een koninklijk besluit van 21 mei 1964.

Artikel 12.

In het derde lid dient de tekst van artikel 38, § 1, derde lid, van het besluit van 2 oktober 1937 te worden overgenomen.

Aangezien de ongeschikt bevonden stagiair beroep kan instellen, en dat beroep, krachtens artikel 13, vijfde lid, aanleiding geeft tot voorstellen aan de Minister, die daar dan vrij op beschikt, dient in het vierde lid te worden gelezen : "De stagiair die ongeschikt bevonden is, kan worden afgedankt".

.../...

Artikel 14.

Dit artikel bepaalt, dat bevorderingen alleen kunnen worden verleend aan de personeelsleden die in de loop van de laatste drie jaren vóór de bevordering de beoordeling "goed" gekregen hebben. Dit is een afwijking van artikel 75, tweede lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, dat de vermelding "goed" eist, maar zonder tijdsbepaling.

De ambtenaren van de Veiligheid van de Staat zouden derhalve moeten worden uitgesloten van de toepassing van artikel 75, tweede lid, van het statuut.

Artikel 15.

Het vergelijkend examen voor bevordering tot commissaris staat niet los van het vergelijkend examen voor werving in diezelfde graad. De tekst zou dus moeten worden gewijzigd.

Alle geslaagden worden uitsluitend gerangschikt "volgens het bekomen aantal punten" (artikel 7, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 16.

Dit artikel organiseert een vlakke loopbaan in de zin van artikel 74 van het statuut. De toepassing van dat artikel zou niet mogen worden uitgesloten.

De inspecteur of de commissaris die aan de twee gestelde eisen voldoet, wordt tot "eerstaanwezend" benoemd.

.../...

Het zal dus nodig zijn, dat op het kader een voor elke groep van twee graden geldend aantal betrekkingen wordt aangegeven.

Bevordering tot eerstaanwezend commissaris eerste klasse en tot eerstaanwezend inspecteur eerste klasse kan maar plaats hebben voor zover er betrekkingen vacant zijn. Dat staat niet in het ontwerp. In artikel 1 wordt bovendien artikel 72, § 1, van het statuut buiten toepassing verklaard. Dit zou ongedaan moeten worden gemaakt.

Artikel 17.

Een artikel als dit is er nodig omdat artikel 13 van het statuut niet toegepast wordt op de ambtenaren van de buitendiensten (zie artikel 1 van het ontwerp). In de ontwerp-redactie is het echter enerzijds een gedeeltelijke herhaling van artikelen uit deel II (Plichten) van het statuut, die op die ambtenaren van toepassing zijn, terwijl het anderzijds enigszins van die artikelen afwijkt.

Zo bepaalt artikel 8, tweede lid, van het statuut dat de Rijksambtenaren, zowel in dienst als in hun particulier leven, alles moeten vermijden wat het vertrouwen van het publiek kan schaden dan wel afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.

Voor dit artikel wordt een nieuwe tekst voorgesteld, uitgaande van artikel 13 van het statuut.

.../...

Artikel 19.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, zouden de woorden "geen straf mag door de bevoegde overheid worden uitgesproken" moeten worden vervangen door "geen straf mag aan de bevoegde overheid worden voorgesteld".

Artikel 19, eerste lid, herhaalt dan woordelijk artikel 79 van het statuut. Het dient te vervallen. Ook de vermelding van artikel 79 van het statuut moet dan in artikel 1 van het ontwerp worden geschrapt.

Artikel 31.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, is de bedoeling niet, dat artikel 31 gevolgen heeft op het gebied van de bezoldigingsregeling, maar alleen dat het toepassing vindt op de maximumduur van het ziekteverlof en van de disponibiliteit.

Wat dat betreft, komt artikel 31 in de plaats van artikel 16, c, van het besluit van de Regent van 12 maart 1949.

Wegens de verschillen die bestaan tussen de berekening van de dienstanciënniteit zoals die bij overgangsmaatregel is georganiseerd door artikel 31 van het ontwerp, en de vaststelling van de diensten die in aanmerking komen voor de weddeberekening (artikelen 3, 14, 14ter en 14quater van het koninklijk besluit van 14 februari 1956, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1957), zou nader moeten worden bepaalt, dat

.../...

de overgangsmaatregel alleen geldt voor de toepassing van de bepalingen tot regeling van het ziekteverlof en de disponibiliteit (vergelijk ook artikel 65, § 3, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937).

Artikel 32.

Voor de toepassing van dit artikel zou het kader van het hoofdbestuur moeten bepalen hoe de betrekkingen over beide secties van de Openbare Veiligheid verdeeld zijn.

Artikel 34.

Bij dit artikel rijst het probleem van de terugwerking.

In de eerste plaats moet worden nagegaan in hoever die terugwerking noodzakelijk is.

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, heeft geleid tot opheffing van de bepalingen inzake werving, stage en bevordering eigen aan het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. De Raad van State heeft dat uitdrukkelijk opgemerkt in zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 16 maart 1964 geworden is (advies L. 8593/1, blz. 43, 44; Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, blz. 11.784).

.../...

Op de punten echter waarvoor het koninklijk besluit van 16 maart 1964 geen nieuwe regelen heeft gesteld, hebben noch artikel 9, noch de gezamenlijke bepalingen van dat besluit opheffing tot gevolg gehad. Overeenkomstig de algemene beginselen, heft het koninklijk besluit van 16 maart 1964 immers impliciet alleen de bepalingen op die in strijd zijn met de in dat besluit vastgestelde regelen.

De vroegere bepalingen betreffende de tuchtregeling en de beoordeling zijn dan ook van kracht gebleven. Wat die beide punten betreft, is terugwerking dus onnodig.

Terzake van werving en stage is er evenmin behoefte aan terugwerking, want de Veiligheid van de Staat heeft sedert 1958 geen enkele nieuwe ambtenaar aangeworven.

Voor de in artikel 16, eerste en tweede lid, van het ontwerp georganiseerde bevorderingen in vlakke loopbaan is er geen bezwaar tegen de terugwerking tot 1 januari 1964 die de Regering wenst.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE HET STATUUT VAN HET PERSONEEL VAN DE SECTIE VEILIGHEID VAN DE STAAT VAN HET BESTUUR VAN DE OPENBARE VEILIGHEID.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 9;

Overwegende dat de ambten die de personeelsleden van de Veiligheid van de Staat uitoefenen, eigen kenmerken vertonen en speciale hoedanigheden vergen, zodat het statuut van het Rijkspersoneel niet in zijn geheel op hen kan worden toegepast;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies over artikel 33;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

TITEL I. - PERSONEEL VAN DE BUITENDIENSTEN.

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

In afwijking van het statuut van het Rijkspersoneel zijn op de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat niet van toepassing :

.../...

1° de artikelen 3 en 4, 13, 15, 16 en 16bis, 18 tot 21, 24 tot 26, 27bis, tweede en derde lid, 28 tot 39, 53 tot 62, 69 tot 71, 72, §§ 2 en 3, 73, 75, tweede lid, 76 tot 78, 80, 82 tot 95bis, 102, 7°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

2° de besluiten voor de toepassing van die artikelen, inzonderheid het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel.

Diezelfde personeelsleden vallen onder de bijzondere bepalingen van dit besluit.

Artikel 2.-

De graden en hun hiërarchie zijn als volgt vastgesteld :

Niveau 1.

1° hoofdcommissaris;
2° eerstaanwezend commissaris eerste klasse;
3° eerstaanwezend commissaris;
4° commissaris.

Niveau 2.

1° eerstaanwezend inspecteur eerste klasse;
2° eerstaanwezend inspecteur;
3° inspecteur.

Alvorens in vast verband als Rijksambtenaar te worden toegelaten, heeft de inspecteur de titel : agent van de Veiligheid van de Staat.

.../...

Artikel 3.-

Voor de tewerkstellingen, bevorderingen, overplaatsingen en wedertewerkstellingen worden de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat afgegrendeld van de overige diensten van de Rijksbesturen.

HOOFDSTUK II. - WERVING.

Artikel 4.-

De graad van inspecteur kan alleen door werving worden verleend. De graad van commissaris kan én door bevordering én door werving worden verleend. De overige graden kunnen alleen door bevordering worden verleend.

Artikel 5.-

Niet tot de buitendiensten behorende gegadigden die aan een vergelijkend wervingsexamen wensen deel te nemen, moeten aan de volgende eisen voldoen :

1° Belg zijn;
2° van onberispelijk gedrag zijn;
3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
5° op het ogenblik dat de inschrijvingstermijn voor het vergelijkend examen verstrijkt, niet de leeftijdsgrens hebben bereikt, die bepaald is op 37 jaar voor gegadigden voor de graad van commissaris en op 32 jaar voor gegadigden voor de graad van inspecteur;

.../...

6° houder zijn van een regelmatig uitgereikt diploma of getuigschrift in verhouding tot het niveau van de te verlenen graad, volgens de tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937;

7° door de Minister van Justitie na advies van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid als gegadigde aanvaard zijn.

Artikel 6.-

De programma's en de modaliteiten van de examens worden door de Minister van Justitie vastgesteld met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Artikel 7.-

De toelatingsexamens worden door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid georganiseerd onder het toezicht van de vaste wervingssecretaris.

Artikel 8.-

De examencommissie bestaat uit :

- de secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie of zijn gemachtigde;
- de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid of de ambtenaar die hem vervangt;
- een gemachtigde van de vaste wervingssecretaris;
- de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat of zijn gemachtigde.

.../...

Bij afwezigheid van de secretaris-generaal wordt de examencommissie voorgezeten door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid of de ambtenaar die hem vervangt.

De voorzitter van de examencommissie wijst een ambtenaar aan om het ambt van secretaris waar te nemen.

Artikel 9.-

Wanneer gegadigden die Rijksambtenaar zijn, samen met buitenstaanders deelnemen aan een vergelijkend wervingsexamen voor de graad van inspecteur van de Veiligheid van de Staat, worden de geslaagden van beide groepen onderling gerangschikt volgens de voorschriften van titel II, hoofdstuk III, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel, onder voorbehoud van de bepalingen van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964.

De geslaagden voor een vergelijkend examen voor werving in en bevordering tot de graad van commissaris worden daarentegen alleen gerangschikt volgens het aantal punten dat zij in het vergelijkend examen hebben behaald.

HOOFDSTUK III. - STAGE EN AANSTELLING TOT RIJKSAMBTENAAR.

Artikel 10.-

De batig gerangschikte gegadigden worden tot de stage toegelaten door de benoemende overheid.

.../...

De toelatingen tot de stage hebben plaats naar de volgorde, bepaald door de rangschikking in het vergelijkend examen, behalve de gevallen waarin gegadigden persoonlijke redenen laten gelden.

Het toelatingsbesluit vermeldt de datum van het afgelegde examen en de door de gegadigde behaalde plaats.

Artikel 11.-

De algemene beginselen inzake de stage alsook de tijdens de stage te onderwijzen vakken worden door de Minister van Justitie bepaald.

Artikel 12.-

De stage staat onder de leiding van de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat.

Deze bepaalt het programma en de methodes voor de opleiding en houdt toezicht op de toepassing ervan.

Hij wordt in deze taak bijgestaan door de directeur van de eerste directie van de Veiligheid van de Staat en door de hoofdcommissaris.

Artikel 13.-

De stage duurt een jaar.

De benoemende overheid kan op het met redenen omkleed advies van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid de stage met ten hoogste vier maanden verlengen wanneer uitzonderingsomstandigheden dit wettigen.

.../...

Wanneer genoegzaam vaststaat dat de stagiair niet aan de vereisten van de dienst voldoet, kan de benoemende overheid tijdens de stage beslissen hem af te danken.

Artikel 14.-

Bij het einde van de stage wordt de stagiair die door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid, na advies van de adjunct-administrateur bij de Openbare Veiligheid, geschikt bevonden is, tot Rijksambtenaar benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

Hem wordt een betrekking van zijn graad toegewezen. De administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid bepaalt zijn administratieve standplaats en beslist later over zijn overplaatsingen in het belang van de dienst.

Voor de berekening van zijn anciënniteit in wedde en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

De stagiair die ongeschikt bevonden is, kan worden afgedankt.

Artikel 15.-

Het voorstel tot afdanking gedurende of op het einde van de stage wordt ter kennis van de betrokken stagiair gebracht. Deze kan, binnen acht dagen na de kennisgeving, tegen dat voorstel beroep instellen bij de Minister

.../...

Dat beroep wordt gericht aan de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid, die het, met zijn rapport, doet toekomen aan de raad van advies ingesteld in artikel 28.

HOOFDSTUK IV. - BEOORDELING.

Artikel 16.-

De beoordeling van ieder ambtenaar wordt jaarlijks volgens het bij dit besluit gevoegde model vastgesteld, door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid.

Artikel 17.-

De administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid deelt aan ieder ambtenaar, in een persoonlijke en vertrouwelijke omslag, de hem toegekende cijfers mede.

De ambtenaar zendt dit document binnen acht dagen terug na het te hebben geviseerd, en voegt er eventueel zijn opmerkingen bij.

De administrateur-directeur-generaal onderzoekt of deze opmerkingen in aanmerking genomen kunnen worden voor een verbetering van het cijfer dat hij voornemens is aan de Minister van Justitie te zenden.

Oordeelt hij niet te moeten ingaan op het bezwaar van de betrokkene, dan geeft hij hem daarvan kennis. De ambtenaar kan, binnen acht dagen na die kennisgeving, aan de administrateur-directeur-generaal vragen dat zijn dossier aan de raad van advies zal worden voorgelegd opdat deze zijn cijfer definitief vaststelt.

.../...

In zijn verzoek om bijeenroeping van de raad van advies, wijst hij meteen de ambtenaar van de buitendiensten aan die hij daarin zitting wenst te zien nemen.

Artikel 18.-

De administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid geeft de betrokkene onmiddellijk kennis van het door de raad van advies vastgestelde eindcijfer.

HOOFDSTUK V. - BEVORDERING.

Artikel 19.-

Alleen personeelsleden die in de loop van de laatste drie jaren vóór de bevordering de beoordeling "goed" gekregen hebben, kunnen door verhoging in graad bevorderd worden.

Artikel 20.-

De bevordering tot de graad van commissaris is afhankelijk van het slagen voor het vergelijkend examen bedoeld in de artikelen 6, 7 en 8.

Onder de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat kunnen alleen de eerstaanwezend inspecteurs eerste klasse, de eerstaanwezend inspecteurs en de inspecteurs die het getuigschrift van de middelbare cursus van de school voor criminologie en criminalistiek bezitten, tot het vergelijkend examen toegelaten worden.

Artikel 21.-

§ 1. De inspecteur die houder is van het getuigschrift van de middelbare cursus van de school voor criminologie en criminalistiek, wordt na twaalf jaar anciënniteit in zijn graad tot eerstaanwezend inspecteur benoemd.

.../...

De commissaris die houder is van het diploma van de hogere cursus van de school voor criminologie en criminalistiek, wordt na acht jaar anciënniteit in zijn graad tot eerstaanwezend commissaris benoemd.

§ 2. De andere bevorderingen worden beslist op een met redenen omkleed verslag van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid en van zijn adjunct bij de Veiligheid van de Staat, onder de hiernavolgende voorwaarden :

- tot eerstaanwezend commissaris eerste klasse kan worden bevorderd de eerstaanwezend commissaris die ten minste drie jaar graadanciënniteit telt,
- tot eerstaanwezend inspecteur eerste klasse kan worden bevorderd de eerstaanwezend inspecteur die ten minste drie jaar graadanciënniteit telt.

§ 3. De hoofdcommissaris wordt benoemd uit de eerstaanwezend commissarissen eerste klasse.

HOOFDSTUK VI. - TUCHTREGELING.

Artikel 22.-

Iedere overtreding van de artikelen 7 tot 12 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wordt, naar de vereisten van het geval, gestraft met een van de in artikel 23 van dit besluit gestelde tuchtstraffen, onverminderd de toepassing van de strafwetten.

.../...

Artikel 23.-

De tuchtstraffen zijn :

1° berisping;

2° blaam;

3° inhouding van wedde gedurende ten hoogste acht dagen;

4° overplaatsing bij tuchtmaatregel;

5° terugzetting in bezoldiging; deze wordt maandelijks toegepast. Zij mag niet voor langer dan één jaar worden uitgesproken en mag één vijfde van die wedde, toelagen en vergoedingen niet inbegrepen, niet te boven gaan;

6° tuchtschorsing van ten hoogste zes maanden;

7° terugzetting in rang; zij plaatst het personeelslid in een graad van een of twee trappen lager dan die waarvan hij titularis was;

8° ontslag van ambtswege;

9° afzetting.

Artikel 24.-

Berisping, blaam, inhouding van wedde en overplaatsing bij tuchtmaatregel worden door de Minister van Justitie opgelegd.

Terugzetting in bezoldiging en schorsing worden, na een met redenen omkleed advies van de raad van advies, opgelegd door de Minister van Justitie.

.../...

Terugzetting in rang, ontslag van ambtswege en afzetting worden, na een met redenen omkleed advies van de raad van advies, opgelegd door de benoemende overheid.

Artikel 25.-

Voor elke straf doet de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid een met redenen omkleed voorstel.

Artikel 26.-

Op voorstel van de raad van advies kan de overheid die een tuchtstraf oplegt, beslissen dat de straf niet zal worden ondergaan als de betrokkene, gedurende een door haar vast te stellen periode van ten hoogste vijf jaar, geen nieuwe tuchtstraf oploopt, met uitzondering van de berisping en de blaam.

Artikel 27.-

Elke straf wordt in het beoordelingsdossier opgetekend.

.../...

HOOFDSTUK VII.- RAAD VAN ADVIES.

Artikel 28.-

Bij het Ministerie van Justitie wordt een raad van advies van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat ingesteld.

Die raad wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie of zijn plaatsvervanger, en bestaat bovendien uit :

1° de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat of, als deze verhinderd is, de directeur van de eerste directie ;

2° een lid van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, gekozen door de verschijnende ambtenaar en bekleed met een graad gelijk aan de zijne of, bij gemis daarvan, met een graad onmiddellijk lager dan de zijne.

Aan de raad wordt een secretaris toegevoegd die wordt aangewezen door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid ; die secretaris woont de vergadering bij maar is niet stemgerechtigd.

Artikel 29.-

Zaken worden bij de raad aanhangig gemaakt door het verslag van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid.

.../..

De betrokkene verschijnt persoonlijk voor die raad. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of door een andere verdediger die hij kiest uit het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Het dossier wordt, zonder verplaatsing, gedurende ten minste zes dagen vóór de dag van de zitting, ter beschikking gehouden van de betrokkene en zijn verdediger.

De hoofdcommissaris geeft een algemeen relaas van de zaak in tegenwoordigheid van de comparant en zijn verdediger.

De hoofdcommissaris kan zich in die taak laten vervangen door de eerstaanwezend commissaris eerste klasse die aan het hoofd staat van de brigade waartoe de comparant behoort.

Artikel 30.-

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen.

De voorzitter vraagt ieders mening afzonderlijk ; de leden van de raad geven hun mening te kennen in de hiërarchische volgorde, te beginnen met de laagste graad.

Ieder lid moet zijn stemming motiveren. De diverse meningen worden met hun motivering opgetekend in het advies of in de notulen.

.../...

Artikel 31.-

In tuchtzaken wordt het advies onverwijld aan de Minister van Justitie gezonden.

In zaken van beoordeling wordt het proces-verbaal van de beslissing van de raad die de eindbeoordeling vaststelt, gevoegd bij het jaarverslag dat de administrateur-directeur-generaal aan de Minister van Justitie voorlegt met betrekking tot de waarde en de geschiktheid van de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

In zaken van stage zendt de raad het dossier met zijn voorstellen aan de Minister van Justitie.

HOOFDSTUK VIII.- OVERGANGBEPALING.

Artikel 32.-

Bij overgangsmaatregel komen voor het berekenen van de dienstanciënniteit met het oog op ziekteverlof en disponibiliteit van de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, die vóór 1 december 1958 tot Rijksambtenaar zijn benoemd, de diensten in aanmerking die in enigerlei hoedanigheid, zonder vrijwillige onderbreking, zijn verricht in de gemeentelijke politie, in de gerechtelijke politie bij de parketten, in het Rijkswachtkorps en in het leger als beroepsmilitair.

Voor het berekenen van de graadanciënniteit is de regel van het eerste lid ook van toepassing, voor zover de graad betreft waarin de ambtenaar werd aangeworven; alleen de diensten verricht vanaf de leeftijd van 25 jaar echter zijn aanrekenbaar.

.../...

TITEL II.- BEPALING GEMEEN AAN DE CENTRALE DIENSTEN EN DE BUITENDIENSTEN VAN DE VEILIGHEID VAN DE STAAT.

Artikel 33.-

Iedere kandidatuur voor een vaste of tijdelijke betrekking bij de diensten van de Veiligheid van de Staat moet door de Minister van Justitie aanvaard zijn, na advies van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid.

TITEL III.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 34.-

De ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat zijn te allen tijde in het bezit van een verzilverde medaille, van veertig millimeter diameter, met op de beeldzijde het Rijkswapen en op de keerzijde de woorden "Openbare Veiligheid - Sûreté Publique", evenals hun naam, de beginletters van hun voornamen en hun hoedanigheid.

Artikel 35.-

Opgeheven worden :

- het besluit van de Regent van 12 maart 1949 houdende het statuut van het personeel van de afdeling Veiligheid van de Staat van het bestuur van de Openbare Veiligheid, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 16 maart 1950 en bij de koninklijke besluiten van 22 april 1952 en 14 februari 1956;
- het koninklijk besluit van 7 maart 1953 betreffende de tuchtregeling voor het personeel der buitendiensten van de afdeling Veiligheid van de Staat van het bestuur van de Openbare Veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1954 en 21 januari 1958.

.../...

Artikel 36.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 21, § 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1964.

Artikel 37.-

Onze Minister van Justitie en Onze Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt,

---

De bijlage zou moeten worden aangevuld met het volgende formulier :

"Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ..." (ondertekend en medeondertekend zoals het besluit).

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président
de Heren : staatsraad, voorzitter

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. HOLOYE.